

INTRODUCTION

Objet du Budget des dépenses

Le Budget des dépenses 2006-2007 présente les prévisions de dépenses (fonctionnement et immobilisations) des ministères pour l'exercice commençant le 1^{er} avril 2006. En déposant ce document, le gouvernement demande officiellement à l'Assemblée législative d'autoriser les montants demandés. Toutes les dépenses du Trésor doivent être autorisées par voie de crédit soit par la *Loi de crédits*, soit par une autre loi.

Le Budget des dépenses doit être déposé au plus tard douze (12) jours de séance après le dépôt du Budget de l'Ontario. Le Comité permanent des budgets des dépenses examine les budgets des dépenses de six (6) à douze (12) ministères ou bureaux. Une fois approuvé par l'Assemblée législative dans la *Loi de crédits*, le Budget des dépenses confère à chaque ministère l'autorisation d'engager les dépenses prévues.

Les crédits et postes figurant dans le Budget des dépenses fournissent à l'Assemblée législative le cadre nécessaire au contrôle des dépenses publiques. Ces dépenses doivent être compatibles avec l'objet de chaque crédit et poste et ne peuvent dépasser les totaux votés sans l'autorisation de l'Assemblée législative.

Format du Budget des dépenses

Le Budget des dépenses de la province of Ontario est formé de deux ou plusieurs volumes/publications distincts :

Volume 1 : Le Volume 1 est le Budget principal des dépenses; il donne le détail des prévisions de dépenses de chaque ministère pour l'exercice.

Volume 2 : Le Volume 2 du Budget des dépenses décrit les prévisions de dépenses des bureaux de la Commission de régie interne, c.-à-d., le Bureau de l'Assemblée législative, le Bureau du directeur général des élections, Ombudsman Ontario et le Bureau du vérificateur général.

Budget supplémentaire des dépenses : Lorsque le gouvernement doit obtenir l'autorisation de l'Assemblée législative pour engager des dépenses supplémentaires une fois le Budget principal des dépenses déposé, il présente un Budget supplémentaire des dépenses.

Le Budget des dépenses de chaque ministère ou bureau est réparti en plusieurs catégories : Charges de fonctionnement, Actif de fonctionnement, Charges d'immobilisations et Actif d'immobilisations. Les plans de dépenses figurant dans ces catégories sont à leur tour classifiés en Crédits, Postes, Catégories de dépenses et Crédits législatifs.

Les crédits correspondent aux programmes importants dont les ministères ont la responsabilité et chacun porte un numéro distinct dans le Budget des dépenses. Les crédits sont subdivisés en postes pour distinguer les différentes fonctions les unes des autres. Cette structure crédits/postes permet à l'Assemblée législative d'être plus précise lorsqu'elle affecte des fonds à certains services. Si nécessaire, les postes peuvent être répartis en sous-postes pour apporter un complément d'information sur le programme/la fonction.

Dans le Budget des dépenses, les crédits législatifs sont ajoutés aux montants à voter pour obtenir le budget total des dépenses de chaque ministère. Les crédits législatifs sont des paiements autorisés par un texte législatif et ne sont pas prévus dans la *Loi sur les crédits*.

À l'intérieur de chacun des postes et crédits législatifs, les dépenses sont présentées par catégorie : Traitements et salaires, Avantages sociaux, Transports et communications, Services, Paiements de transfert, etc. (voir la rubrique Termes et définitions utilisés).

La section détaillée du Budget des dépenses consacrée à chaque ministère commence par un tableau intitulé « Sommaire - Programme du ministère » qui donne un aperçu des prévisions de dépenses du ministère, énumère tous les crédits/programmes et le total à voter, ainsi que les crédits législatifs, le redressement de consolidation et autres redressements. Le « Sommaire - Programme du ministère » est suivi d'un tableau intitulé « Sommaire - Crédit » qui présente chaque crédit et énumère chaque poste et crédit législatif à l'intérieur de ce crédit. La liste des crédits-postes est suivie à son tour d'une ventilation de chaque crédit-poste et crédit législatif par catégorie de dépenses.

BUDGET DES DÉPENSES 2006-2007

Les prévisions de dépenses et les chiffres réels des exercices précédents sont fournis, aux fins de comparaison, dans les pages « Sommaire - Programme du ministère » et « Sommaire - Crédit ». Ces montants ont été retraités pour faciliter la comparaison lorsqu'il y a eu des réorganisations et des transferts fonctionnels, le dépôt d'un Budget supplémentaire des dépenses ou des modifications comptables. Les données publiées antérieurement qui ont subi un retraitement sont présentées dans un tableau distinct à la fin de la rubrique consacrée à chaque ministère.

Les redressements de consolidation sont fournis à la page « Sommaire - Programme du ministère », lorsqu'il y a lieu. Ces redressements correspondent aux demandes de crédits des ministères figurant dans le Budget annuel de l'Ontario, qui est préparé sur une base consolidée. Le total définitif, qui comprend les charges de fonctionnement, les charges d'immobilisations, les crédits législatifs, le redressement de consolidation et autres redressements, résume les dépenses totales du ministère (actif non compris).

Les rubriques consacrées aux ministères sont suivies de douze (12) tableaux sommaires présentant les totaux de tous les ministères dans les catégories suivantes : fonctionnement, immobilisations, et total du fonctionnement et des immobilisations.

Conventions comptables régissant le Budget des dépenses

Depuis l'exercice 2003-2004, le Budget des dépenses est préparé selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Tel qu'indiqué plus tôt, le Budget de l'Ontario est préparé sur une base consolidée et le Budget des dépenses est redressé pour faciliter le rapprochement avec les totaux de chaque ministère présentés dans le Budget de l'Ontario. La consolidation consiste à regrouper les postes des ministères et ceux d'autres organisations gouvernementales, c.-à-d. organismes, conseils et commissions.

Changements de présentation

Cette année, la présentation et la couverture du Budget des dépenses ont été modernisées. Voici certains des changements qui ont été apportés : l'introduction est plus longue, les tableaux sont plus clairs, les rubriques consacrées à chaque ministère plus faciles à lire. De plus, en adoptant la même présentation visuelle pour la page de couverture du Budget des dépenses que pour celle du Budget de l'Ontario, on montre clairement que ces deux documents sont les volets d'un même processus et continuum de rapport financier.

Le contenu général et la structure sous-jacente du Budget des dépenses restent inchangés. Certains renseignements ont été réorganisés pour améliorer le flot d'information allant des totaux à voter aux totaux définitifs du Budget. On a retiré les crédits législatifs de la rubrique crédits des tableaux « Sommaire - Programme du ministère » par souci de conformité avec la *Loi de crédits*, qui autorise les ministères à engager des dépenses par voie de crédit tel qu'indiqué dans les crédits et postes du Budget des dépenses. Les crédits législatifs figurent maintenant à la ligne qui suit le Total à voter. Le détail complet des crédits législatifs continue de figurer aux pages « Sommaire - Crédit ».

Pendant l'exercice 2005-2006, deux nouveaux ministères ont été créés : le ministère de la Promotion de la santé et le ministère de la Recherche et de l'Innovation.

Termes et définitions utilisés

Mandats spéciaux

On délivre des mandats spéciaux pour autoriser le paiement de dépenses gouvernementales générales et nécessaires lorsque l'Assemblée législative n'est pas en session. Les montants accordés par mandats spéciaux ne sont pas compris dans le total à voter de chaque programme.

Recouvrement des coûts

Lorsqu'on s'attend à ce que le recouvrement des coûts d'un poste soit égal ou supérieur aux dépenses, le solde est indiqué par un montant nominal de 1 000 \$.

Catégories de dépenses

Les prévisions des dépenses pour l'exercice 2006-2007 sont présentées par poste dans la rubrique Catégories de dépenses. Les descriptions des catégories de dépenses qui suivent sont fournies à titre indicatif et ne sont pas exhaustives.

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et autres montants versés au personnel permanent, stagiaire, non classifié et autre à titre de rémunération; les frais de personnel temporaire; les indemnités versées aux députés de l'Assemblée législative; et les indemnités spéciales versées aux employés.

BUDGET DES DÉPENSES 2006-2007

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les cotisations versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au Régime de pensions du Canada, au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, au Régime de retraite des fonctionnaires, à l'assurance-emploi; à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail, et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales, tels que les pupilles de la province; les coûts de réinstallation d'employés mutés ou recrutés; les frais de déménagement de mobilier et de matériel de bureau; les coûts de transport de marchandises, autres que pour la livraison initiale; les frais d'acheminement du courrier (affranchissement et courrier recommandé, p. ex.); et les frais de communication (téléphone et transmission de données, p. ex.).

Services

Cette catégorie comprend, notamment, les services suivants : publicité et communications assurées par des agences privées et campagnes publicitaires confiées directement aux médias; location et achat de services indépendants de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; services de traitement des données; primes d'assurances; et autres services professionnels et spéciaux.

Fournitures et matériel

Cette catégorie comprend l'achat de toutes les machines et de tout le matériel (véhicules automobiles et ordinateurs compris), neufs et d'occasion; et l'achat de tous les matériaux, toutes les fournitures et tous les services publics nécessaires.

Paiements de transfert

Cette catégorie comprend les subventions, subsides et aides versées à des particuliers, des entreprises, des organismes à but non lucratif et d'autres organismes gouvernementaux.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, telles que bonifications d'intérêts et subsides, garanties honorées, pertes sur prêts et subventions remboursables.

L'actif correspond aux comptes de bilan qui doivent faire l'objet d'un crédit dans le Budget des dépenses. Il existe plusieurs catégories d'actif :

Dépôts et charges payées d'avance

Cette catégorie comprend les paiements versés avant d'avoir reçu les produits ou services achetés, ou versés d'avance à des bénéficiaires de paiements de transfert; ces paiements seront inscrits dans une catégorie de dépenses ne faisant pas partie de l'actif au cours d'un prochain exercice.

Avances et montants récupérables

Cette catégorie comprend les montants versés à des bénéficiaires de paiements de transfert qui seront remboursés à la province au cours d'un prochain exercice.

Prêts et investissements

Cette catégorie comprend les paiements versés à des débiteurs en vertu de contrats de prêt et d'investissements dans les actions de sociétés de la Couronne ou d'autres entités comptables.

Immobilisations matérielles

Cette catégorie comprend l'acquisition et la construction de bâtiments et d'ouvrages et l'achat de terrains.

Crédits législatifs

Les crédits législatifs correspondent aux paiements autorisés par un texte législatif et ne sont pas prévus dans la *Loi sur les crédits*. Les crédits législatifs figurent dans le Budget des dépenses aux fins d'information et ne sont pas votés par l'Assemblée législative. Les montants requis pour les crédits législatifs sont inscrits séparément, s'il y a lieu, dans la rubrique Classification par catégorie de dépenses associée à chaque poste.

Sources de renseignements complémentaires**Comptes publics**

Les Comptes publics comportent trois (3) volumes contenant les annexes pertinentes au Trésor, les états des ministères présentant leurs charges réelles, les états financiers des principaux conseils, commissions et sociétés de la Couronne, et des renseignements détaillés sur les paiements versés, à partir du Trésor, par les ministères aux vendeurs et aux bénéficiaires de paiements de transfert. <http://www.fin.gov.on.ca/french/economy/paccts/2005/index.html>

Document d'information sur le budget des dépenses et la planification axée sur les résultats

Les ministères publient chaque année ce document après le dépôt du Budget de l'Ontario et la publication du Budget des dépenses. Le document décrit les réalisations du ministère au cours du dernier exercice, ce qu'il envisage de faire pour l'exercice à venir, les objectifs qu'il s'est fixés et la façon dont il compte mesurer les résultats. Le Comité permanent des budgets des dépenses se sert de ces documents pour demander aux ministères de justifier leur budget.

Budget de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario présente un budget chaque année, habituellement au début du printemps. Ce document renferme les prévisions de revenus et de charges pour l'exercice à venir. <http://www.fin.gov.on.ca/french/bud.html>.